

REÇU EN PREFECTURE

le 13/05/2022

Application agréée E-legalite.com

22_AV-014-2114 04884-20220509-ARR2022_272



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

OUISTREHAM

- 4 MAI 2022

Courrier N°

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION DE SECURITE
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **HOTEL BEST WESTERN
ERP N° E 488 00266 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **MME. BOURRELIER**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **68 RUE EMILIE HERBLINE**

ACTIVITE(S) : **HOTELLERIE**

TYPE(S) : **NO / N**

CATEGORIE : **5^{ème}**

Le 03 mai 2022, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 26 avril 2022.

En conclusion,

☒ La commission émet un avis :

COMMISSION DE SECURITE
ARRONDISSEMENT DE CAEN

à la poursuite de l'exploitation

AVIS FAVORABLE

☐ La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :
Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président de Séance,

Pierre CAVARO

Document annexe comportant... 6 feuillets et
extrait du compte rendu de réunion joints

(1) rayer la mention inutile

REÇU EN PREFECTURE

le 13/05/2022

Application agréée E-legalite.com

22_AV-014-2114 04884-2022 05 09-ARR2022_272



**PREFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie
Et de Secours du Calvados**

N/Réf. : EH/PB/2022 – Hôtel Best western - Ouistreham
Affaire suivie par : Lieutenant Edern HELARY
Tél prévention : 02.31.43.40.80

DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
Hôtel Best Western - 68 rue Emile Herblin à Ouistreham - ERP N° E 488 00266 000

Réf. : Visite périodique, de réception, à l'article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation.
PV de visite de la commission en date du 02/04/2019

Le 26 avril 2022, le groupe de visite de la Commission de sécurité de l'Arrondissement a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

Etaient présents :

M. GSELL :	Elu de la ville de Ouistreham Riva Bella.
LT HELARY :	Préventionniste au S.D.I.S.
ADC BRINDJONC :	SDIS 14.
Mme BOURRELIER :	Directrice.
Mme BINET :	Réception.

REÇU EN PREFECTURE

le 13/05/2022

Application agréée E-legalite.com

22_RV-014-2114 04884-20220509-ARR2022_272

DESCRIPTION

Le présent rapport a pour objet la visite périodique de l'hôtel Best Western, l'établissement a subi des modifications depuis l'avis défavorable émis lors de la dernière visite, procès verbal du 24/05/2016.

PV de levée de l'avis défavorable : 20/02/2018.

Les modifications réceptionnées au procès verbal du 20 février 2018, avaient pour objet la division de l'hôtel / restaurant « La mare aux poissons » en deux entités distinctes et indépendantes qui sont :

- **L'hôtel Best Western.**
- Le restaurant « La mare aux poissons ».

L'établissement implanté en zone péri urbaine, est accessible à partir de la rue Emile Herblin sur plusieurs façades.

La défense extérieure contre l'incendie est adossée à un poteau situé à une distance estimée à moins de 100 m.

La distribution traditionnelle établie sur 2 niveaux permet d'obtenir :

Rez-de-chaussée :

- Un hall de 65 m²
- Une salle petit déjeuner de 67 m² sans fonction séminaire
- Un office
- Bureau / dépôt
- 15 chambres soit 31 couchages
- Une chaufferie gaz
- Piscine

1^{er} étage :

- 15 chambres soit 31 couchages
- Un local de service lingerie

PARTICULARITE

L'hôtel best western dispose d'un sas d'accès commun avec un établissement tiers, le restaurant « la mare aux poissons », à l'extérieur duquel se trouve un boîtier de coupure d'urgence pour chaque entité.

EFFECTIF

Conformément à l'article PE de l'arrêté du 25 juin 1990, l'effectif est de 62 personnes complété par 4 membres du personnel.

Entendu le chef d'établissement, M^{me} BOURRELIER, confirmer le descriptif et l'effectif.

CLASSEMENT

L'établissement, du 2^{ème} groupe et de types PO / N, est à classer en 5^{ème} catégorie.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- 3°) Arrêté du 22 juin 1990 modifié, portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP pour les établissements relevant de la 5^{ème} catégorie ;

REÇU EN PREFECTURE

le 13/05/2022

- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, Appareils fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 5°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

I) EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS

- ✓ Vu le registre de sécurité, à renseigner réglementairement et, portant mention des contrôles techniques suivants :

Vérifications	Date	Organisme
CHAUFFAGE (eau chaude)	09/11/2021	Aquatherie
GAZ	02/09/2021	VERITAS - Rapport de vérification sans observation.
INSTALLATION CLIMATISATION CHAUFFAGE	08/04/2021	MAININI
ELECTRIQUES	02/09/2021	VERITAS - RVRE et rapport de vérification périodique sans observation
ECLAIRAGE DE SECURITE	28/02/2022	DESAUTEL
ASCENSEURS	27/10/2020 29/03/2022	VERITAS - 1 observation levée par l'entreprise Goubert. Goubert
SSI - ALARME	15/10/2019 30/01/2020	VERITAS triennal n°2617581/2.3.1.R sans observation BLOT
DESENFUMAGE	14/03/2022	DESAUTEL
EXTINCTEURS	15/06/2021	DESAUTEL
INSTRUCTION DU PERSONNEL	30/01/2018	DESAUTEL

II) PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONSTATATIONS

Prescriptions anciennes levées ou non levées

- 1°) Faire procéder à la vérification du SSI par un technicien compétent et fournir le rapport conclusif (art. R.143-34).
Suites données : voir tableau de vérification du registre
- 2°) Procéder au réajustement de la partie coupe feu du rez-de-chaussée (art. R E 29).
Suites données : levée
- 3°) Supprimer les triplettes électriques (art. R.143-41).
Suites données : levée
- 4°) Supprimer les containers à déchet des façades (art. R.143-41).
Suites données : levée
- 5°) Maintenir les sorties de secours libres et sans encombre (art. PE 6).
Suites données : levée
- 6°) Doter la cuisine d'un extincteur CO² (art. PE 26).
Suites données : levée

Suite à l'examen du registre de sécurité

- 1°) Faire procéder à la vérification du SSI par un technicien compétent et fournir le rapport conclusif (art. R.143-34).
- 2°) Assurer la formation du personnel à l'utilisation des moyens d'extinction (art. PE 7).

Suite à la visite

- 3°) Supprimer les fauteuils présents dans l'escalier encloisonné au 1^{er} étage et au rez-de-chaussée (art. R 143.41).
- 4°) Peindre la canalisation de gaz du grenier de couleur jaune (art. PE 10).
- 5°) Limiter le matériel entreposé dans le grenier (art. R143.41).
- 6°) Supprimer le loquet du bloc-porte au rez-de-chaussée entre le dégagement donnant sur les chambres et le hall de réception (art. PE 11).
- 7°) Signaler l'emplacement du SSI (art. R 143.41).
- 8°) Supprimer le loquet du bloc-porte de l'entrée de l'établissement (art. PE 11).

Le groupe de visite propose un avis favorable à la poursuite de l'exploitation.

Prescriptions permanentes

- a) Tenir à jour sur le registre de sécurité les formations à la sécurité du personnel et assurer à chacun d'eux, les actions de formation leur permettant de connaître
 - la conduite à tenir en cas d'incendie
 - la manipulation des moyens de secours,
 - le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
 - le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments
 - l'accueil des engins de secours
 - le positionnement des points de rassemblement sur le site
- b) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux critères de réaction au feu demandés par les dispositions de l'article PE 13 de l'arrêté du 22 juin 1990 et articles AM du 25 juin 1980.
Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.
- c) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).
- e) Assurer une vacuité des dégagements, permanente et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35, CO 37 et CO 38).
- f) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).
- g) S'assurer en permanence de la vacuité des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).

REÇU EN PREFECTURE

le 13/05/2022

- h) Pour les locations de salle : Préalablement aux charges précisant aux locataires : le fonctionnement des éléments de sécurité de la salle, l'emplacement des moyens d'alerte destiné à mobiliser les secours, l'emplacement des coupures des énergies équipant la salle et le numéro d'appel lui permettant de joindre le propriétaire de la salle ou l'astreinte des services techniques de la ville.
- i) Cette information doit être officialisée par un document annexé au registre de sécurité (art. MS 46 et 52 - R.143-44 du CCH).

III) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m³**, utilisable en 2 heures (60 m³/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m³/h).

Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller.

Courriel : deci@sdis14.fr

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados

Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - BP 55044 -14077 CAEN Cedex 5.

IV) RAPPEL REGLEMENTAIRE

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

REÇU EN PREFECTURE

le 13/05/2022

Des consignes précises conformes aux dispositions de l'article R.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, et mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent être placées à l'entrée de l'établissement :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-34 du CCH).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH - articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.
